Bernard LAHIRE, *Pour la sociologie. Et pour en finir avec une prétendue « culture de l'excuse »*

Paris, Éd. La Découverte, coll. Cahiers libres, 2016, 183 pages

Emmanuel Brandl

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/questionsdecommunication/11376>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.11376

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2017

Pagination : 560-562

ISBN : 9782814303256

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Emmanuel Brandl, « Bernard LAHIRE, *Pour la sociologie. Et pour en finir avec une prétendue « culture de l'excuse »* », *Questions de communication* [En ligne], 31 | 2017, mis en ligne le 01 septembre 2017, consulté le 26 octobre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/11376> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.11376>

essentiel, déclarent qu'il y aurait un chiffre compris entre 10 et 20 % des visiteurs qui lisent les textes proposés par les curateurs, ce qui reviendrait à dire que 80 % des visiteurs n'ont vu aucune « exposition » au sens limitatif proposé au début de l'ouvrage. Cela devrait inciter soit à supprimer des textes aussi peu utiles, soit à faire passer autrement les messages si on croit qu'ils sont essentiels.

L'auteur refuse ces deux positions parce que, selon lui, les textes oralisés des audioguides ne seraient pas plus efficaces que les textes écrits. Il affirme également que la plupart des lecteurs auraient une lecture automatique dont ils ne se rendraient pas compte. Mais il part aussi d'enquêtes qu'il a réalisées où il modifie la question posée : « Au cours de votre parcours dans l'exposition, avez-vous jeté de temps en temps un coup d'œil aux textes affichés ? » Il obtient alors 90 % de réponses positives. D'où sa conclusion selon laquelle il conviendrait de garder les médiations écrites, présentes le long des parcours des visiteurs. Un argument essentiel est toutefois omis. En raison des interactions entre visiteurs, pas seulement entre parents et enfants, on n'a pas toujours besoin de lire soi-même ce qui est écrit pour en prendre connaissance.

En écho aux expositions blockbusters, cela fait environ 30 ans que cette question de la médiation écrite dans les expositions est apparue (P.M. McManus, « Oh yes, they do: how museum visitors read labels and interact with exhibit texts? », *Curator*, 32, 3, 1989, pp. 174-189 et E. Kentley, D. Negus, *Writing on the wall, a guide for presenting exhibition text*, London, National Maritime Museum, 1989). Il n'est pas certain qu'on ait beaucoup avancé sur la question de la rationalité des choix à opérer, alors qu'on commence à disposer, surtout dans la bibliographie anglo-saxonne, de recherches sur ces questions. Toutefois, la plupart du temps, elles concernent des musées scientifiques et non des musées montrant des œuvres d'art.

Jean-François Clément
clementjff@gmail.com

Bernard LAHIRE, *Pour la sociologie. Et pour en finir avec une prétendue « culture de l'excuse »*
Paris, Éd. La Découverte, coll. Cahiers libres, 2016, 183 pages

Bernard Lahire nous propose un ouvrage clair, accessible et cependant précis, visant à déconstruire les présupposés qu'une certaine intelligentsia française semble porter sur la sociologie en s'appuyant sur une analyse de l'ouvrage pamphlétaire de Philippe

Val, *Malaise dans l'inculture* (Paris, Grasset, 2015). L'hypothèse défendue par Philippe Val consiste à dire qu'en analysant les systèmes de contraintes qui pèsent sur les individus, la sociologie nourrit une « culture de l'excuse ». C'est ce qu'il appelle « le sociologisme ». Pour lui, il s'agirait même d'une intention de la sociologie que de se donner comme objectif explicite ou implicite d'excuser, de déresponsabiliser l'individu de ses actes.

Il s'agit donc pour Philippe Val, comme pour tous ceux qui se réclament de sa critique, de rendre toute sa responsabilité à la personne. Bernard Lahire montre comment cet objectif est atteint au prix d'une glose sans fondement, d'une méconnaissance du travail scientifique d'enquête et des objectifs de compréhension que se donne toute science, celle du monde social ne faisant pas exception, même si la sociologie occupe une position particulière dans le champ scientifique, le sociologue visant à produire « une représentation du monde social dotée de l'autorité de la science » tout en étant « engagé, qu'il le veuille ou non, qu'il le sache ou non, dans les luttes symboliques qui opposent les professionnels de la production symbolique à propos de l'imposition des principes légitimes de vision et de division du monde social » (Pierre Bourdieu, « Sur la possibilité d'un champ international de la sociologie », pp. 33-49, in : Leclerc C., Lizé W., Stevens H., dirs, *Bourdieu et les sciences sociales. Réception et usages*, Paris, Éd. La Dispute, 2015). Mais c'est aussi au prix d'une « confusion des perspectives » (p. 36) (entre jugement de fait et jugement de valeur), de dénégation et de voilement des contraintes sociales. D'ailleurs, la vision qu'a Philippe Val de la sociologie paraît tellement limitée, que si on ne doit plus faire appel au « social » pour parler des actions, on peut toutefois s'en référer au culturel par exemple, comme si la culture échappait à la fois au social et à la sociologie (dans l'émission « L'interview d'Anne Sinclair », avec Philippe Val, Europe 1, diffusée le samedi 11 avril 2015), et si l'on doit refuser le déterminisme des sciences sociales, on doit pourtant « adhérer à un déterminisme biologique naturalisant autrement plus implacable » (p. 57). Mais comme le dit Bernard Lahire, « il ne faut pas demander plus de cohérence aux acteurs qu'ils ne sont capables d'en produire » (*ibid.*).

Plutôt que de prendre la peine d'une démonstration visant à déconstruire les enquêtes sociologiques réalisées, en tentant par exemple d'en pointer les présupposés théoriques ou les biais méthodologiques, de façon assez classique finalement et presque banale aujourd'hui, c'est en usant de la rhétorique de « l'autonomie » et de la « liberté individuelle » qu'il mène son argumentaire (du type : « On choisit de devenir délinquant », Jean-Pierre Raffarin, homme

politique, cité p. 34). Or, précisément, la sociologie, en développant un mode de pensée relationnel, prend l'exact contrepied de cette fiction juridique et philosophique de « l'Homo clausus et du libre arbitre » (p. 51), elle « vient contrarier toutes les visions enchantées de l'Homme libre, autodéterminé et responsable » (p. 53). Ainsi, pour les défenseurs du libre-arbitre, les sciences sociales « nient qu'il puisse y avoir de "vrais choix" ou de "vrais actes de liberté", et dénoncent le fatalisme et le pessimisme des chercheurs » (p. 55). Pourtant, la sociologie ne dit pas que des choix ne sont pas faits, « elle dit seulement que les choix, les décisions et les intentions sont des réalités au croisement de contraintes [internes et externes] multiples » (pp. 55-56). En fait, la sociologie constate (elle ne postule pas), grâce à l'élaboration de méthodologies poussées intrinsèquement liées à une démarche réflexive systématisée, que les individus ont conscience de leurs actions, mais que, du fait qu'ils sont multisocialisés et multidéterminés, ils ignorent les causes qui les déterminent (p. 61).

Le premier chapitre (pp. 15-31) décrypte nombre de discours et de postures adoptées par les hommes politiques principalement, et qui semblent tous guidés par l'objectif de flatter l'émotion publique les yeux rivés sur les cotes de popularité. Et le constat est international et de tous bords politiques, de Manuel Valls à Barack Obama, en passant par David Cameron et Nicolas Sarkozy. Les chapitres 2 et 3 (pp. 33-49 et 51-65) reviennent sur la démarche scientifique de la sociologie : neutralité axiologique et recherche du savoir pour lui-même (sans rire, sans pleurer, sans détester), sans objectif spéculatif, et sans prédiction (la sociologie analyse des tendances, des probabilités). Trop souvent d'ailleurs, les commentaires médiatiques des résultats d'enquêtes sociologiques desservent la démarche scientifique, car ils sont tels que tout se passe comme si les résultats avaient été comme décidés par les sociologues eux-mêmes...

Le chapitre 4 (pp. 67-83) revient, quant à lui, sur l'impact d'une pensée du « libre arbitre », d'une certaine façon de penser ceux qui n'ont « aucune excuse », et pas seulement les auteurs d'actes terroristes, mais prosaïquement – et sans surprise – toute personne pouvant bénéficier à un degré ou à un autre d'aides sociales. Cette « pensée » du monde, avec ses mythes (celui de *self-made man*, du don, de la méritocratie, du génie), déréalise les dominés. Bernard Lahire insiste ici sur la notion de « consentement » dit « volontaire », connexe de celle du « libre arbitre », notion qui pour ce dernier vient « nier la domination et critiquer ceux qui ont l'arrogance de l'analyser en ces termes » (p. 72). Par quelques exemples (le travail

le dimanche ou la prostitution), Bernard Lahire montre combien les « choix » ou la « volonté » exprimés par les individus reposent sur des conditions de possibilité. Les salariés n'ont pas, par exemple, la « volonté » de travailler le dimanche. S'ils défendent pour certains le droit de travailler le dimanche, c'est bien plutôt parce qu'ils sont dans des situations économiquement fragiles et qu'ils ont intériorisé l'impossibilité pour eux « de gagner plus sans travailler plus » : « Si les travailleurs faiblement qualifiés obtenaient, à la suite de luttes, l'augmentation substantielle de leurs salaires sans travail supplémentaire, nul doute que la question du travail du dimanche ne se poserait plus tout à fait dans les mêmes termes » (p. 74).

Le chapitre 5 (pp. 85-116) déconstruit l'idée selon laquelle la sociologie pourrait avoir quelque intérêt, autre que scientifique, à produire ses analyses en rappelant ses apports à la connaissance : 1) le fait que son intérêt ne se porte pas seulement sur les collectifs mais aussi sur les individus singuliers, 2) qu'elle développe un mode de pensée relationnel permettant de 3) comprendre radicalement les choses, en dehors des urgences du monde social. Bernard Lahire en profite au passage pour revendiquer « l'irresponsabilité politique ou morale des savants qui n'ont pas à se demander si ce qu'ils découvrent va plaire ou déplaire, être utile ou inutile » (p. 116).

Enfin, en revenant sur le rôle de l'école, la conclusion du livre revendique une sociologie « pour la démocratie » et revendique *a contrario*, loin, très loin des thèses de Philippe Val, l'enseignement de la sociologie dès l'école primaire. La sociologie enseigne le regard critique, la mise à distance, une capacité d'observation, de description et de narration, permettant de « se fixer avec précision sur les réalités [réellement] observées » (p. 123). Comme le soulignait Émile Durkheim, « un peuple est d'autant plus démocratique que la délibération, que la réflexion, que l'esprit critique jouent un rôle plus considérable dans la marche des affaires publiques » (Émile Durkheim, *Leçons de sociologie. Physique des mœurs et du droit* (1890-1900), Paris, Presses universitaires de France, 1950, cité p. 120). Si cela était, alors un livre comme celui de Philippe Val « n'existerait pas » (p. 128).

À la fin de cette publication, on trouve un long « supplément » qui porte sur une lecture attentive du livre de Philippe Val pour en déconstruire sans équivoque l'ensemble des « arguments » et en dégager pour finir les ressorts idéologiques... libéraux exprimés comme tels par Philippe Val lui-même : « La majorité des enquêtes sociologiques d'aujourd'hui ont pour but de débusquer l'inégalité économique,

c'est-à-dire le mal. [...] Il n'y a pas de justice dans le talent, et il n'y en aura jamais. Il faut aimer cette inégalité et en profiter, comme lorsque l'on va au théâtre pour voir un acteur sublime dans un bon rôle. Car la capacité et le talent de certains, face à d'autres, sont indispensables à la survie de tous » (Philippe Val, *Malaise dans l'inculture*, Paris, Grasset, 2015, p. 59, et pp. 287-288, cité p. 164).

Cet ouvrage, très accessible donc, pourrait être prolongé par l'analyse sociologique des contraintes sociales internes et externes (par la reconstruction minutieuse de sa trajectoire sociale en lien avec l'évolution du champ médiatique comme cela a été proposé par Louis Pinto [« L'espace public comme construction journalistique. Les auteurs de "tribunes" dans la presse écrite », *Agone*, 2002, 26/27, pp. 151-182]) qui portent un auteur comme Philippe Val – lequel est loin d'être isolé – à écrire un tel livre, afin d'en décrire les conditions sociales de possibilité et mieux en comprendre à la fois les ressorts de son action (publier ce livre) et le contenu même de ses propos. La sociologie peut donc expliquer pourquoi Philippe Val a écrit un tel livre. Mais ce n'est pas une excuse...

Emmanuel Brandl

Centre Max Weber, Enssib, F-69100
emmanuel.brandl@enssib.fr

Marceline LAPARRA, Claire MARGOLINAS, *Les Premiers Apprentissages scolaires à la loupe. Des liens entre énumération, oralité et littérature*

Louvain-la-Neuve, De Boeck, coll. Le point sur la pédagogie, 2016, 176 pages

Les Premiers apprentissages scolaires à la loupe est le fruit des recherches menées conjointement, pendant plusieurs années, par Claire Margolinas, didacticienne des mathématiques, et Marceline Laparra, didacticienne du français. Le titre précise clairement le sujet : les auteures analysent de manière très fine des situations didactiques observées en grande section de maternelle et au cours préparatoire ; les apprentissages en jeu dans ces situations sont associés aux concepts d'énumération, d'oralité et de littérature. Ces recherches s'inscrivent dans le cadre des travaux initiés par le groupe RESEDA, fondé par Élisabeth Bautier et Jean-Yves Rochex.

Tout est fait pour guider efficacement le lecteur dans les cinq chapitres de longueur à peu près égale : les analyses sont accompagnées d'illustrations ; les rappels ne manquent pas sans pour autant nuire à la progression du propos ; un glossaire clôt l'ouvrage ; des allusions fréquentes à l'observation par Jack Goody d'une

situation d'énumération de coquillages dans la société des LoDagaa, apparaissent comme un fil rouge qui présente l'avantage de coupler l'approche didactique et l'approche anthropologique. Ces manifestations diverses d'une attention portée à la compréhensibilité du propos, qu'il faut saluer, n'étonneront guère : ce livre est publié dans une collection destinée aux étudiants. À notre sens, il gagnerait à être utilisé aussi dans des activités de formation continue, tant ses auteures remettent en question des pratiques qui se sont pour ainsi dire naturalisées dans les petites classes.

Étant donné la densité des apports de ce livre, nous nous cantonnons à aborder trois problématiques qui nous paraissent essentielles : l'ancrage des activités d'apprentissage dans des disciplines scolaires, la verbalisation en lien avec la tentative de réduire les inégalités d'apprentissage et le choix d'un corpus.

Dès l'avant-propos, les auteures signalent qu'elles ont enjambé « les barrières qui ont pourtant été nécessaires à [sic] fonder les didactiques des disciplines sur des bases épistémologiques claires » (p. 8) ; l'entame de l'ouvrage le confirme : les activités d'apprentissage sur lesquelles portent les analyses ressortissent tantôt à la discipline « mathématiques » (activités de tri et de comptage, notamment), tantôt à la discipline « français » (activités de reconstitution de prénoms ou de recherches de lettres, entre autres éléments), mais les observations des didacticiennes sont en quelque sorte fédérées par les concepts centraux d'énumération, d'oralité et de littérature. Il est vrai qu'à la maternelle, le découpage disciplinaire n'est pas aussi net qu'il ne l'est dans la suite de la scolarité, mais plus qu'un désaveu de ce découpage, nous avons trouvé dans ce livre un apport précieux à la didactique comparée. Si toute situation d'apprentissage revêt une dimension disciplinaire et si cet ancrage n'est pas sans lien avec le succès ou l'échec de l'enseignement-apprentissage, il est utile, dans une tentative d'amélioration des pratiques de classe, d'épingler ce qui peut être commun à des activités relevant de disciplines diverses, en l'occurrence de disciplines aussi différentes, de prime abord, que le français et les mathématiques.

Le deuxième point qui retiendra ici notre attention est la verbalisation qui peut être, à la suite des travaux d'Élisabeth Bautier et Jean-Yves Rochex dans la lignée desquels se situent les auteures, envisagée comme un des moyens d'éviter les « malentendus », de faire en sorte que les élèves, guidés par le maître, ne soient pas simplement à la tâche, mais qu'ils saisissent les enjeux de celle-ci en termes d'apprentissage. Pour analyser les